



Communiqué

Pour en finir avec l'imposture du dialogue social à Suresnes et ailleurs

« Faire tomber les faux semblants qui brident et font perdre le mouvement social, sous prétexte d'une idéologie du "dialogue social" qui est en réalité quasi systématiquement un chantage patronal permettant d'éteindre et étouffer structurellement les revendications de la classe ouvrière. » (Stéphane Sirot).

Ce 12 octobre, la ville de Suresnes (92) organise sa 5^e rencontre « du dialogue social des secteurs public et privé », réunissant différents intervenants patronaux, syndicaux et politiques dont Jean Michel Blanquer et Valérie Pécresse.

Ce colloque s'inscrit dans une entreprise plus globale de promotion du dialogue social, menée par les organisations patronales et leurs soutiens politiques.

Pour nos organisations de la CGT, le dialogue social n'est pas une fin en soi et n'a de sens que s'il produit du résultat en améliorant le sort des travailleurs. Or, depuis déjà longtemps, la place prise par le dialogue social dans le débat public et les relations entre employeurs et travailleurs a enflé à mesure que les droits et outils de défense du monde du travail ont été attaqués.

Comme l'a démontré Stéphane Sirot, historien spécialiste des conflits du travail et du syndicalisme : *« Le patronat instrumentalise le dialogue social pour rechercher des avancées maximales qui suivent ses intérêts. « Démocratie sociale » et « dialogue social » résultent d'une construction idéologique et politique dont l'objectif assumé est d'éradiquer la régulation conflictuelle des rapports sociaux et de forger un syndicalisme d'accompagnement susceptible de renforcer l'ordre dominant et d'accompagner ses réformes. La conjoncture française montre de manière assez nette que le patronat cherche à tirer profit de cette période défavorable au salariat. Ce qui rend le dialogue social caduc et en bloque le processus : il n'est pas question, côté employeurs, de parvenir à des accords dits donnant-donnant. Le dialogue social s'est imposé comme une arme destinée à tuer le syndicalisme de lutte des classes, le rapport de force et la maximisation des revendications émises par les salariés. Un piège qui bouche l'horizon d'action et de réflexion dans un cadre prédéfini par l'ordre dominant. »*

À la ville de Suresnes, qui se veut le temple du dialogue social, la municipalité s'est notamment illustrée par sa volonté de médiatiser un accord local portant sur la rémunération au mérite. Plutôt que de promouvoir le dialogue social, il s'agissait pourtant bien de mettre en avant une conception dévoyée de la Fonction publique.

Nos organisations CGT ont alors dénoncé l'instrumentalisation faite au plan national de cet accord signé par les organisations syndicales des agents de la mairie de Suresnes, instrumentalisation visant à développer l'individualisation de la rémunération dans toute la Fonction publique. Cet épisode a participé de l'offensive globale contre l'emploi statutaire, en cohérence avec un des objectifs de fond des tenants du libéralisme : l'ouverture au marché des missions de la Fonction publique.

La mairie de Suresnes prétend incarner un modèle de « dialogue social ».

Pourtant l'adjointe au personnel de Suresnes, en tant que vice-présidente au dialogue social de la région Île-de-France, ne soumet à signature ses projets d'accord qu'à certaines organisations, dont la CGT ne fait pas partie au motif des critiques qu'elle a portées.

En juin dernier, malgré les accords signés et le « dialogue social fructueux » qui est censé prévaloir avec les organisations syndicales de la ville de Suresnes, le maire a annoncé la suppression de congés supplémentaires que la ville octroie depuis des décennies à ses agents municipaux.

Appliquant les mêmes recettes, le gouvernement s'efforce lui aussi de faire croire que les reculs sociaux programmés seraient co-construits avec les syndicats et compensés par des avancées en termes de « dialogue social ». La CGT a dénoncé la parodie que constitue le cycle de concertation initié par le gouvernement concernant les ordonnances relatives au Code du Travail : en effet, pour notre organisation, 6 heures de réunion ne peuvent constituer un cadre de travail sérieux pour traiter de 120 ans de conquêtes sociales.

Les travailleurs de ce pays, les jeunes, les retraités, les privés d'emploi, n'ont pas besoin de dialogue social. Ils ont besoin de plus de démocratie, de plus de droits, de plus d'outils de défense de leurs intérêts.

La priorité est aujourd'hui à la construction du rapport de force par les luttes et au combat déterminé contre tous les complices de l'entreprise antisociale de Macron, dont la majorité municipale de Suresnes. C'est ce à quoi la CGT emploie toute son énergie.